

Vu l'avis du Conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise;

Vu la loi du 23 décembre 1946 (*) portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Le droit d'accise établi par l'article 1er de l'arrêté royal du 6 avril 1972, est dû sur les huiles minérales qui y sont visées et qui, à partir du 17 avril 1972, sont importées ou enlevées d'une raffinerie pour être utilisées comme combustibles.

Art. 2. Ce droit d'accise est perçu d'après les règles établies pour la perception du droit d'accise sur les fueloils visés à l'article 1er, 231322, des dispositions légales relatives au régime d'accise des huiles minérales, coordonnées le 20 novembre 1963 et modifiées en dernier lieu par la loi du 9 juillet 1969.

Des dérogations à ces règles peuvent être accordées par le directeur général des douanes et accises.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 17 avril 1972.

Bruxelles, le 11 avril 1972.

A. VLERICK

12 AVRIL 1972. — Arrêté ministériel modifiant le règlement annexé à l'arrêté ministériel du 5 juin 1939, réglementant la perception de l'accise sur les boissons fermentées de fruits et certains liquides alcooliques

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 15 juillet 1938 (1) relative au régime fiscal des vins et boissons y assimilées et de certains liquides alcooliques, notamment les articles 2 et 4, modifiés par la loi du 31 décembre 1947 (2);

Vu le règlement annexé à l'arrêté ministériel du 5 juin 1939 (3) réglementant la perception de l'accise sur les boissons fermentées de fruits et certains liquides alcooliques, modifié par les arrêtés ministériels des 31 décembre 1947 (4), 18 juillet 1952 (5) et 16 mai 1961 (6);

Sur la proposition de la Commission douanière et fiscale instituée par l'article 28 du Traité instituant l'Union économique Benelux;

Vu l'avis du Conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise;

Vu la loi du 23 décembre 1946 (7) portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Le § 1er, alinéa 3, du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 5 juin 1939 réglementant la perception de l'accise sur les boissons fermentées de fruits et certains liquides alcooliques, modifié par les arrêtés ministériels des 31 décembre 1947, 18 juillet 1952 et 16 mai 1961, est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, aux conditions indiquées sous le chapitre III du présent règlement, sont exemptes du droit d'accise les boissons

Gelet op het advies van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie;

Gelet op de wet van 23 december 1946 (*) houdende instelling van een Raad van State, namelijk op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. De accijns gevestigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 6 april 1972, is verschuldigd van de aldaar bedoelde minerale olie die voor gebruik als brandstof wordt ingevoerd of uit een raffinaderij wordt uitgeslagen met ingang van 17 april 1972.

Art. 2. Die accijns wordt geheven volgens de regels die gelden voor de heffing van de accijns op de stookolie bedoeld bij artikel 1, 231322, van de wetsbepalingen betreffende het accijnsregime van minerale olie, gecoördineerd op 20 november 1963, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 9 juli 1969.

Afwijkingen van die regels kunnen toegestaan worden door de directeur-generaal der douane en accijnzen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 17 april 1972.

Brussel, 11 april 1972.

12 APRIL 1972. — Ministerieel besluit tot wijziging van het reglement gevoegd bij het ministerieel besluit van 5 juni 1939, waarbij de heffing van de accijns op gegiste vruchtendrank en op sommige alcoholhoudende vloeistoffen gereguleerd wordt

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 15 juli 1938 (1) betreffende het fiscaal regime van wijn, van met wijn gelijkgestelde dranken en van sommige alcoholhoudende vloeistoffen, inzonderheid op de artikelen 2 en 4, gewijzigd bij de wet van 31 december 1947 (2);

Gelet op het reglement gevoegd bij het ministerieel besluit van 5 juni 1939 (3) waarbij de heffing van de accijns op gegiste vruchtendrank en op sommige alcoholhoudende vloeistoffen gereguleerd wordt, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 31 december 1947 (4), 18 juli 1952 (5) en 16 mei 1961 (6);

Op het voorstel van de Commissie voor douane en belastingen ingesteld bij artikel 28 van het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie;

Gelet op het advies van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie;

Gelet op de wet van 23 december 1946 (7) houdende instelling van een Raad van State, namelijk op artikel 2, alinea 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. § 1, alinea 3, van het reglement gevoegd bij het ministerieel besluit van 5 juni 1939 waarbij de heffing van de accijns op gegiste vruchtendrank en op sommige alcoholhoudende vloeistoffen gereguleerd wordt, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 31 december 1947, 18 juli 1952 en 16 mei 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Zijn evenwel accijnsvrij, de dranken vervaardigd, met of zonder toevoeging van water en suiker, uit sap of most van verse

(*) *Moniteur belge* du 9 janvier 1947.

(1) *Moniteur belge* du 27 juillet 1938.

(2) *Moniteur belge* du 1er janvier 1948.

(3) *Moniteur belge* du 18 juin 1939.

(4) *Moniteur belge* du 10 janvier 1948.

(5) *Moniteur belge* du 30 août 1952.

(6) *Moniteur belge* du 19 mai 1961.

(7) *Moniteur belge* du 9 janvier 1947.

(*) *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1947.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 27 juli 1938.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1948.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 18 juni 1939.

(4) *Belgisch Staatsblad* van 10 januari 1948.

(5) *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1952.

(6) *Belgisch Staatsblad* van 19 mei 1961.

(7) *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1947.

fabriquées, avec ou sans addition d'eau ou de sucre, au moyen de jus ou mûts provenant de fruits frais autres que les raisins mis en œuvre dans la fabrique même. »

Art. 2. Le § 17, alinéa 3, du même règlement est abrogé.

Art. 3. Le § 17, alinéa 4, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Le fabricant peut être dispensé de pourvoir les cuves à fermentation ou les réservoirs de décantation d'un indicateur-niveau avec échelle métrique ou d'un bâton de jauge, à la condition de souscrire l'engagement de payer, pour chaque fabrication, l'imposition sur la capacité totale de ces cuves ou réservoirs. »

Art. 4. Au § 44 du même règlement, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 5. Le § 51 du même règlement est abrogé.

Art. 6. Le § 58 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« § 58. Avant de procéder à cette constatation, les agents des accises s'assurent, le cas échéant, de ce que le plomb fixant l'échelle métrique de l'indicateur-niveau est intact (§ 17, 2e alinéa). »

Art. 7. Le § 62, alinéa 2, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« La détermination de la force alcoolique doit se faire par distillation, lors de chaque constatation. Toutefois, dans les fabriques où le titre des boissons obtenues n'atteint jamais 12° G.L. à la température de 15° C, le contrôle de la force alcoolique peut n'être effectué que de temps à autre. »

Art. 8. Le § 63 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« § 63. Il est loisible au fabricant de séparer ses boissons des lies, avant la constatation de rendement et en présence des agents, par transvasement dans des réservoirs jaugés par empotement. Dans ce cas, il y a lieu de prendre en considération les quantités contenues dans ces réservoirs, compte tenu, le cas échéant, des dispositions du § 17, 4e alinéa, du présent règlement. Les lies restant dans les cuves à fermentation doivent être versées à l'égout en présence des agents.

» Si le fabricant renonce à faire usage de cette faculté, une réduction de volume égale à 3 p.c. de la quantité constatée (§ 62, 1er alinéa) est accordée à titre de compensation pour les lies contenues dans les cuves à fermentation. »

Art. 9. Au chapitre II du même règlement, la subdivision « Paiement » est remplacée par les dispositions suivantes :

« Paiement, prise en charge, restitution et décharge du droit d'accise. — Crédit.

» § 74. La déclaration de travail remise par le fabricant de boissons fermentées de fruits donne ouverture aux droits d'accise.

» Ces droits sont exigibles au comptant. Le fabricant peut toutefois obtenir, moyennant caution suffisante, un délai de paiement de six mois à compter du dernier jour du mois pendant lequel l'ampliation de la déclaration de travail a été validée.

» § 75. Un compte de crédit-à-terme 112 est ouvert aux fabricants qui bénéficient du délai de paiement prévu au § 74, 2e alinéa.

» Sont pris en charge au débit de ce compte, les droits résultant des déclarations de travail, des déclarations supplémentaires visées au § 37 et du décompte prévu au § 65.

» Viennent en apurement du compte :

» 1° le paiement des droits;

» 2° les décharges accordées du chef des déclarations de travail qui n'ont reçu aucun commencement d'exécution (§ 77).

» § 76. Les droits sont portés dans la comptabilité sous la rubrique « Droits d'accise. — Boissons fermentées de fruits ».

» § 77. Lorsqu'une déclaration de travail n'a reçu aucun commencement d'exécution, par suite d'un accident ou d'un événement de force majeure indépendant de la volonté du fabricant, celui-ci peut obtenir la décharge ou la restitution des droits d'accise afférents à la quantité de boissons fermentées de fruits à produire en vertu de sa déclaration.

» A cette fin, l'intéressé est tenu d'envoyer au contrôleur en chef et au chef de section des accises de son ressort, un avis écrit qui doit parvenir à ces agents avant l'heure déclarée pour le commencement des travaux.

vruchten andere dan druiven, welke in de fabriek zelf worden verwerkt, en waarvoor de in hoofdstuk III van onderhavig reglement vermelde voorwaarden worden nageleefd. »

Art. 2. § 17, alinea 3, van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Art. 3. § 17, alinea 4, van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De fabrikant kan ontslagen worden van de verplichting om de gistingskuipen of de overgietbakken van een peilglas met meet-schaal of van een peilstok te voorzien, mits hij de schriftelijke verbintenis aangaat voor elke vervaardiging de rechten te betalen op het totaal inhoudsvermogen van die vaten. »

Art. 4. In § 44 van hetzelfde reglement worden de alinea's 2 en 3 opgeheven.

Art. 5. § 51 van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Art. 6. § 58 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 58. Alvorens die vaststelling te doen, moeten de accijns-ambtenaren er zich in voorkomend geval van vergewissen dat het loodje op de meetschaal van het peilglas ongeschonden is (§ 17, alinea 2). »

Art. 7. § 62, alinea 2, van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De alcoholsterkte moet, bij elke vaststelling, door afstoking worden bepaald. Nochtans mag in de fabrieken waar de vervaardigde dranken nooit 12° G.L. bereiken bij een temperatuur van 15° C, de controle van de alcoholsterkte slechts af en toe geschieden. »

Art. 8. § 63 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 63. De fabrikant mag vóór de vaststelling van opbrengst en in bijzijn van de ambtenaren, de dranken van de moer scheiden door ze over te gieten in door waterrijking gemeten vergaarbakken. In dat geval wordt rekening gehouden met de hoeveelheden in die vergaarbakken bevonden, eventueel met inachtneming van het bepaalde in § 17, alinea 4, van onderhavig reglement. De in de gistingskuipen overblijvende moer moet in het riool worden gegoeten in bijzijn van de accijnsambtenaren.

» Indien de fabrikant afziet van die mogelijkheid, wordt hem, als compensatie voor de moer die zich in de gistingskuipen bevindt, een vermindering van volume gegund van 3 pct. van de vastgestelde hoeveelheid (§ 62, alinea 1). »

Art. 9. In hoofdstuk II van hetzelfde reglement, wordt de onderverdeling « Betaling » door de volgende bepalingen vervangen :

« Betaling, aanschrijving, teruggaaf en ontheffing van de accijns. — Krediet.

» § 74. De door de fabrikant van gegiste vruchtendrank ingereikte arbeidsaangifte geeft aanleiding tot de heffing van de accijns.

» Deze is contant opvorderbaar. Mits voldoende borg, kan de fabrikant nochtans zes maanden uitstel van betaling genieten te rekenen van de laatste dag van de maand waarin de ampliatie van de arbeidsaangifte werd geldig gemaakt.

» § 75. Een kredietrekening 112 wordt geopend voor de fabricanten die het in § 74 bedoelde uitstel van betaling genieten.

» Worden aangeschreven op debet van die rekening, de rechten voortvloeiende uit de arbeidsaangiften, uit de bij § 37 bedoelde bijkomende arbeidsaangiften en uit de bij § 65 voorgeschreven afrekening.

» De rekening wordt gezuiverd :

» 1° door betaling van de rechten;

» 2° door de ontheffingen verleend voor de arbeidsaangiften die geen begin van uitvoering hebben gekregen (§ 77).

» § 76. De rechten komen in de comptabiliteit onder de rubriek « Accijns. — Gegiste vruchtendrank ».

» § 77. Wanneer een arbeidsaangifte geen begin van uitvoering heeft gehad ingevolge ongeval of overmacht waaraan de fabrikant geen schuld heeft, kan ontheffing of terugbetaling van de accijns verleend worden op de hoeveelheid gegiste vruchtendrank welke krachtens de aangifte diende voortgebracht te worden.

» Te dien einde moet de belanghebbende de hoofdcontroleur en de sectiechef der accijnzen over het gebied schriftelijk verwittigen; het bericht moet bij die ambtenaren toekomen vóór het uur dat als begin van de werken is aangegeven.

» Les agents de la section se rendent à la fabrique, pour constater, par un procès-verbal d'ordre, la nature de l'accident ou de l'événement et la non-exécution des travaux déclarés.

» Les agents relatent également dans le procès-verbal d'ordre l'heure où ils ont été informés de la cause qui a mis obstacle aux travaux de fabrication. Ils transmettent l'avis du fabricant et le procès-verbal d'ordre au contrôleur en chef qui ouvre un cadre 161 auquel il fait joindre, par le receveur, une copie certifiée conforme de l'ampliation de la déclaration de travail se rapportant aux travaux non exécutés. La copie de l'ampliation est dressée sur formulaire 535.

» Après avoir émis son avis, le contrôleur en chef transmet le cadre 161 au directeur régional qui statue toutes les fois que le fabricant s'est conformé aux dispositions du 2^e alinéa du présent paragraphe; dans les autres cas, la décision appartient au directeur général des douanes et accises. »

Art. 10. Le § 85, 3^e, alinéa 2, du même règlement est abrogé.

Art. 11. Le § 85, 3^e, alinéa 3, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Dans cette mention, le mot « fruits » peut toutefois être remplacé par le terme qui indique l'espèce des fruits mis en œuvre (par exemple : vin de prunes, vin d'abricots, etc.). »

Art. 12. Dans le modèle de registre de travail 536 annexé au même règlement, l'intitulé « Lettres de voiture n° 152 S » commun aux colonnes 6 et 7 du registre est remplacé par le suivant : « Factures, notes d'envoi, etc. ».

Art. 13. Les articles 1^{er}, 9, 10 et 11 du présent arrêté ne sont pas applicables aux boissons fermentées qui seront fabriquées au moyen de jus ou mûts provenant de raisins frais pressés dans la fabrique même avant le 17 avril 1972.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 17 avril 1972.

Bruxelles, le 12 avril 1972.

A. VLERICK

» De ambtenaren van de sectie begeven zich naar de fabriek om, bij proces-verbaal van orde, de aard van het ongeval of van het gebeure en het onbegonnen blijven van de aangegeven werken vast te stellen.

» In het proces-verbaal van orde vermelden zij tevens het uur waarop zij kennis hebben gekregen van de reden van de niet-vervaardiging. Zij sturen de kennisgeving van de fabrikant en het proces-verbaal naar de hoofdcontroleur die een kader 161 opent, waaraan hij door de ontvanger een eensluidend verklaard afschrift laat toevoegen van de ampliatie van de arbeidsaangifte in verband met de onbegonnen gebleven werkzaamheden. Het afschrift van de ampliatie wordt gemaakt op een formulier 535.

» De hoofdcontroleur geeft zijn advies en zendt het kader 161 vervolgens naar de gewestelijke directeur die de beslissing treft in geval van naleving, door de fabrikant, van alinea 2 van deze paragraaf; in de andere gevallen berust de beslissing bij de directeur-generaal der douane en accijnzen. »

Art. 10. § 85, 3^e, alinea 2, van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Art. 11. § 85, 3^e, alinea 3, van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In de vermelding « vruchtenwijn » mag « vruchten » worden vervangen door opgave van de vruchtensort (b.v. pruimenwijn, abrikozenwijn, enz.). »

Art. 12. In het model van werkregister 536 gevoegd bij hetzelfde reglement, moet het opschrift « Vrachtbrieven nr. 152 S » boven de kolommen 6 en 7, worden vervangen door « Facturen, verzendingsnota's, enz. ».

Art. 13. De artikelen 1, 9, 10 en 11 van onderhavig besluit zijn niet toepasselijk op de gegiste vruchtendrank vervaardigd uit sap of most van verse druiven die in de fabriek zelf werden geperst vóór 17 april 1972.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 17 april 1972.

Brussel, 12 april 1972.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

Centre de santé. — Agréation

Par arrêté ministériel du 17 décembre 1971, le Centre de santé communal n° 2109 de Watermael-Boitsfort, rue du Pinson 127, à Watermael-Boitsfort, est autorisé à porter le titre de centre de santé agréé pour la période du 1^{er} septembre 1971 au 31 août 1972.

L'agréation précitée est valable pour les prestations subsidiées ci-après :

— examens biométriques et cliniques généraux.

« Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België » Agréations

Par arrêté royal du 10 janvier 1972, sont agréées les élections de MM. les docteurs L.D. Eerland et I. Boerema, membres correspondants étrangers, en qualité de membre honoraire étranger de la « Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België », et de M. le docteur A.F. De Schaepdryver, membre correspondant, en qualité de membre titulaire de la même académie.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Commissaires de police. — Nominations

Par arrêté royal du 23 février 1972, M. Petit, Jean-Louis, est nommé commissaire de police de la commune de Jemeppe-sur-Sambre, arrondissement de Namur, emploi créé par arrêté royal du 27 juillet 1970.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

Gezondheidscentrum. — Erkenning

Bij ministerieel besluit van 17 december 1971, is het gemeentelijk gezondheidscentrum nr. 2109 van Watermaal-Bosvoorde, Vinkstraat 127, te Watermaal-Bosvoorde, ertoe gemachtigd de titel van erkend gezondheidscentrum te voeren gedurende de periode van 1 september 1971 tot 31 augustus 1972.

Deze erkenning is geldig voor de hierna vermelde subsidieerbare prestaties :

— algemene biometrische en klinische onderzoeken.

Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België Annemingen

Bij koninklijk besluit van 10 januari 1972 worden de verkiezingen aangenomen tot buitenlands erelid van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België van de heren Drs. L.D. Eerland en I. Boerema, buitenlandse corresponderende leden, en tot titelvoerend lid van dezelfde academie van de heer Dr. A.F. De Schaepdryver, corresponderend lid.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Politiecommissarissen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit d.d. 23 februari 1972 is de heer Petit, Jean-Louis, benoemd tot politiecommissaris der gemeente Jemeppe-sur-Sambre, arrondissement Namen, ambt ingesteld bij koninklijk besluit van 27 juli 1970.